



## **Déclaration préalable au CTSD du 25 juin 2014**

Dans le premier degré, les ajustements récents de la carte scolaire pour la rentrée 2014 nous inquiètent. L'apparition nouvelle de 5 fermetures définitives va entraîner des mutations de dernière minute qui déstabiliseront les équipes et la préparation de rentrée dans les écoles concernées. Les récentes positions des écoles privées sur les rythmes scolaires ne sont certainement pas étrangères à ces fuites d'effectifs.

Par ailleurs, nous dénonçons l'annonce très récente d'une fusion des écoles maternelles sur les Glacis. En effet, la FSU a maintes fois attiré votre attention sur les projets de la mairie pour ce quartier particulièrement défavorisé. Ce projet de fusion n'est pas acceptable dans son principe comme dans sa mise en œuvre. En effet, la disparition d'une des trois écoles maternelles porte un coup dur au service public d'éducation proposé aux familles. Cette décision de la mairie n'a pas pu se prendre sans des échanges avec vos services : quelles justifications pédagogiques apportez-vous à cette mesure ? Facteur aggravant, cette fusion se fait conjointement avec la suppression d'une classe à l'échelle des 3 écoles. A la déstabilisation des équipes, vous rajoutez une baisse du taux d'encadrement des élèves. Les choses ne s'arrêtent pas là car l'école des 2 ans de Saint Exupéry verra son organisation remise en cause dès la rentrée prochaine. Cerise sur le gâteau : il est paradoxal que la priorité affichée par l'inspection d'académie dans le cadre du plan de formation continue « agir sur le climat scolaire » ne se décline pas dans les opérations de carte scolaire. En effet, à ce jour, les parents n'ont été ni consultés, ni informés de la mise en œuvre de la fusion. Cette décision purement comptable est en contradiction avec les priorités que vous affichez pour les RRS. Dans ces circonstances, votre décision aggravera les inégalités. Nous déplorons que vous soyez le complice d'une telle politique municipale qui prône le moins-disant éducatif.

Dans les collèges, le constant est alarmant car les effectifs de rentrée ont été largement sous-estimés. Le taux H/E chute significativement. Les collègues s'attendent donc à des conditions de travail plus difficiles, des heures supplémentaires en hausse et à des créations de postes insuffisantes pour faire face à l'augmentation des effectifs. On assistera donc toujours à une atomisation des postes. Les conditions de nomination et de travail des collègues et des élèves vont donc se dégrader ; 35 élèves en seconde, 30 dans certaines classes de collèges, c'est inacceptable.

Les autorités politiques et l'administration de l'Education Nationale feraient bien de prendre l'avis des représentants des personnels plus au sérieux, de respecter davantage les instances et les règles car, devant ces difficultés, des problèmes prennent de l'ampleur. En effet, les concours de recrutement ne font pas le plein, l'attractivité de nos métiers se perd hélas et l'institution aura donc besoin de personnels peu qualifiés et précaires pour faire face. Les motifs d'inquiétude pour l'an prochain sont donc bien réels. Pour la FSU, l'objectif reste avant tout la réussite de tous les élèves et la lutte contre les inégalités. Aujourd'hui nous en sommes loin.